

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

**LOI N° 1/24 DU 31 DECEMBRE 2011 PORTANT FIXATION DU BUDGET
GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2012.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi du 21 septembre 1963 relative aux impôts sur les revenus, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la Loi du 19 mars 1964 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique de l'Etat, telle que modifiée par l'article premier du Décret-Loi n° 1/171 du 10 décembre 1971 ;

Vu la Loi n° 1/02 du 11 janvier 2007 Instituant le Code des Douanes ;

Vu la Loi organique n° 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques ;

Vu la Loi n° 1/02 du 17 février 2009 portant Institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « T.V.A » ;

Vu la Loi n° 1/04 du 17 février 2009 portant sur les Transports Intérieurs Routiers ;

Vu la Loi n° 1/10 du 30 juin 2009 portant Application du Tarif Extérieur Commun « TEC » de la Communauté Est Africaine ;

Vu la Loi n° 1/11 du 14 juillet 2009 portant Création de l'Office Burundais des Recettes ;

Vu la Loi n° 1/12 du 27 juillet 2009 portant Révision du Système de Taxation des Carburants ;

Vu la Loi n° 1/23 du 24 septembre 2009 déterminant les Avantages Fiscaux prévus par la Loi n° 1/24 du 10 septembre 2008 portant Code des Investissements ;

Vu le Décret-Loi n° 1/039 du 30 décembre 1989 portant Modification de la Loi du 19 mars 1964 relative à la Comptabilité Publique de l'Etat et instituant la nomenclature et la codification des Ressources, des Financements et des Charges de l'Etat ;

Vu le Décret n° 100/238 du 30 décembre 1989 portant Nomenclature Générale et Codification Fonctionnelle, Economique, des recettes, des dons, prêts, des participations et des financements du Budget Général de l'Etat ;

Vu le Décret n° 100/113 du 18 juillet 1991 portant Nomenclature des Dépenses en Capital et intégration au Budget Général de l'Etat des Investissements Publics ;

Vu le Décret n° 100/168 du 31 décembre 2004 portant Approbation du Plan Budgétaire et Comptable de l'Etat ;

Vu le Décret n° 100/255 du 18 octobre 2011 portant Règlement Général de Gestion des Budget Publics ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

7

BP